

Article
scientifique

Compte rendu de
livre

2021

Published
version

Open
Access

This is the published version of the publication, made available in accordance with the publisher's policy.

Quand l'histoire économique nous mord la nuque

Durand, Cédric

How to cite

DURAND, Cédric. Quand l'histoire économique nous mord la nuque. In: Revue de la régulation, 2021, n° 30 | 1er semestre/spring 2021, p. 12 p. doi: 10.4000/regulation.19363

This publication URL: <https://archive-ouverte.unige.ch/unige:157374>

Publication DOI: [10.4000/regulation.19363](https://doi.org/10.4000/regulation.19363)

Revue de la régulation

Capitalisme, institutions, pouvoirs

Maison des Sciences de l'Homme - Paris Nord

30 | 1er semestre/spring 2021 | 2021 :

Les figures de l'État-actionnaire

Notes de lecture

Quand l'histoire économique nous mord la nuque

À propos de l'ouvrage de Robert Boyer, *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie*

When economic history bites us to the nape. About the book Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie, by Robert Boyer

CÉDRIC DURAND

Référence(s) :

Robert Boyer, *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie*, Paris, La Découverte, 2020, 200 p.

Texte intégral

¹ En quatrième de couverture, l'éditeur compare *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie* aux écrits de Marx sur les grands évènements de son époque : « Comme l'a montré le célèbre *18 brumaire de Louis Bonaparte* de Marx (1852), les meilleures analyses “à chaud” sont le fait d'auteurs ayant une vision de la dynamique du système sur un horizon long ». La comparaison est audacieuse, elle n'est pas incongrue. Qui d'autre que Robert Boyer pour oser un tel livre ? Figure de proue de l'économie politique française, initiateur et infatigable promoteur de la théorie de la régulation, Robert Boyer est un économiste-oiseau, capable en quelques mots de voler d'un recouin de la conjoncture à un trait structurel du mode de régulation. Rares sont celles et ceux qui peuvent prétendre croquer aussi bien les potentialités socioéconomiques d'une période, en tracer les lignes de fractures, en désigner les lieux où se condensent les contradictions.

 Les neuf chapitres, écrits de manière vivante, nerveuse, donnent la possibilité au lecteur de prendre la mesure de l'évènement (chap. 1) ; d'interroger, dans une perspective historique, les rapports entre pandémie et changement socioéconomique

(chap. 2) ; de qualifier l'incertitude et de saisir son intensité (chap. 3) ; d'envisager le trilemme entre santé, économie et liberté que doivent gérer les politiques publiques (chap. 4) ; de comprendre les modes de développement émergents (chap. 5 et 6), les risques de dislocation de l'ordre international et de la zone euro (chap. 7 et 8) et les scénarios de sortie de crise (chap. 9). Des schémas et tableaux, disponibles en ligne, accompagnent le livre. Ces cartes conceptuelles illuminent l'organisation du propos, offrant au lecteur de comprendre la logique d'un mécanisme, l'imbrication des diverses dimensions d'un problème, voire de se saisir d'un lien logique pour identifier un désaccord.

- 3 Le champ couvert est immense et les idées avancées, souvent originales, concernent des problèmes multiples. L'une des grandes qualités de cet ouvrage est de prendre à bras-le-corps la complexité de ces dimensions enchevêtrées tout en dégageant deux thèses fortes. La première concerne le statut et la dynamique interne de la dislocation socioéconomique résultant de la pandémie ; la seconde, la diversité des capitalismes contemporains. Le titre, *Les capitalismes à l'épreuve de la pandémie* est ainsi parfaitement ajusté au contenu du livre.

Ce que permet le postulat d'exogénéité de la crise

- 4 Pour Boyer, la pandémie et les politiques de distanciation sociale sont à l'origine de ce grand choc économique. Et, de ce fait, celui-ci ne doit pas être conçu comme une crise endogène au capitalisme. La pandémie et le gel politique de l'activité sociale sont deux « cygnes noirs » (p. 8) qui imposent une restructuration du système économique depuis l'extérieur.

La thèse est contestable. Le choc économique est certes le résultat des décisions politiques prises pour lutter contre la pandémie – ce que Gita Gopinath, du Fonds monétaire international, a appelé « le grand confinement » (Gopinath, 2020) –, mais ces décisions sont à leur tour prises dans des déterminations internes au développement capitaliste.

- 5 Dans la théorie marxiste des crises, l'accent est traditionnellement mis sur la contradiction entre le processus de production et la valorisation du capital. Baisse de la profitabilité, insuffisance de la demande, manque d'opportunités d'investissement, compétition destructrice, indiscipline ouvrière, pénurie de financement... les mécanismes sont multiples mais mettent tous l'accent sur le fait que c'est la logique de valorisation capitaliste qui fait obstacle à la production. Ces dernières décennies, l'écologie politique marxiste a souligné l'existence d'une seconde contradiction du capitalisme qui voit le développement du capitalisme saper les conditions de production capitalistes elles-mêmes (O'Connor, 1988). Dans ce cas, la crise intervient hors du processus de valorisation du capital mais vient néanmoins le déstabiliser. Dans une telle perspective, la crise économique qui fait suite à la pandémie peut être liée au développement capitaliste par deux canaux complémentaires l'un de l'autre, comme le montre la figure 1.

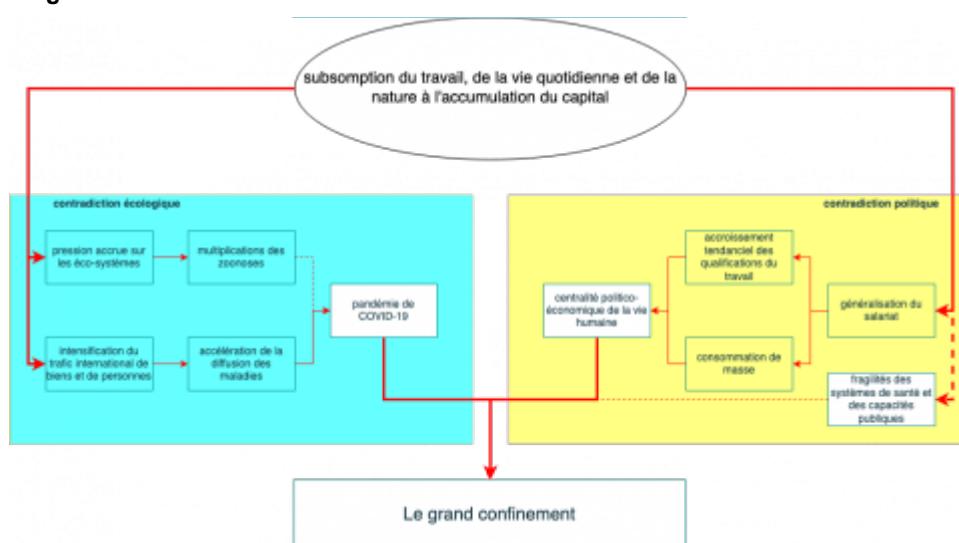
- 6 Le premier canal est celui de la contradiction écologique, c'est-à-dire l'altération des conditions écologiques, et donc sanitaires, du fait du processus d'accumulation capitaliste. D'abord, et bien qu'ils restent des incertitudes quant à l'origine du virus (Foucart, 2020), il faut souligner que l'apparition de la maladie s'inscrit dans un contexte où la pression sur les écosystèmes des activités humaines prisent dans les impératifs de la valorisation du capital favorise les zoonoses (McMahon, Morand & Gray, 2018 ; Everard *et al.*, 2020). Surtout, sa diffusion a été largement facilitée par ces traits du capitalisme contemporain que sont l'intégration économique internationale et l'intense circulation des êtres humains entre les mégapoles. L'accroissement du trafic international accélère en effet la dispersion des vecteurs de



maladies (Tatem, Hay & Rogers, 2006 ; Shrestha *et al.*, 2020). La pandémie ne doit donc pas être considérée comme extérieure au développement capitaliste mais bien comme un effet collatéral de la généralisation de ce mode de production. Au même titre que les événements climatiques catastrophiques ou que le contrecoup des pollutions, les pandémies et leurs conséquences économiques doivent être analysées à l'aune de cette forme institutionnelle du capitalisme qu'est le rapport social à l'environnement (Becker & Raza, 1999 ; Chester, 2010 ; Douai & Montalban, 2012 ; Cahen-Fourot & Durand, 2016).

7 Le second canal découlle de ce que Nancy Fraser appelle les crises de légitimation : « toute formation sociale capitaliste abrite une “tendance à la crise” ou une “contradiction” politique profonde. D'une part, un pouvoir public légitime et efficace est une condition de possibilité d'une accumulation durable du capital ; d'autre part, la course du capitalisme à l'accumulation sans fin tend à déstabiliser le pouvoir public même sur lequel il s'appuie. » (Fraser, 2015). Dans le contexte de la pandémie, les autorités publiques se doivent de donner la priorité à la préservation de la vie humaine pour conserver le consentement des citoyens. Travailleur·se·s salarié·e·s de plus en plus qualifié·e·s et consommatrices·eurs, les individus contemporains sont aussi irréductiblement des êtres humains pris dans des solidarités familiales et amicales pour lesquels les questions de vie ou de mort ne peuvent passer au second plan. Ici, la contradiction politique du capitalisme se situe à deux niveaux. D'une part, la priorité donnée à la santé prend le pas à court terme sur le processus de valorisation, ce qui met en crise le processus capitaliste ; d'autre part, la fragilisation des systèmes de santé et des capacités d'action des acteurs publics du fait des réformes néolibérales censées soutenir la croissance se traduit, en contexte de crise sanitaire, par des réactions tardives et/ou une incapacité à endiguer l'épidémie qui contraignent finalement à un *stop and go* particulièrement coûteux sur le plan économique. Concernant ce dernier aspect, la situation diffère grandement selon les pays, avec, en règle générale, une réaction beaucoup plus efficace en Asie que dans le reste du monde, notamment en Europe. Parmi les facteurs qui expliquent ces différences, deux sont particulièrement notables : les dividendes de l'expérience d'épidémies précédentes en Asie et, à l'inverse, en Europe, le fait que plus d'une décennie de mesures d'austérité a considérablement affaibli les systèmes de santé et la protection sociale¹ (Han *et al.*, 2020).

Figure 1. Contradiction écologique et contradiction politique du capitalisme à l'origine du grand confinement



Source : Durand, 2021

8 Enfin, il existe une troisième dimension d'endogénéité de la crise du covid-19, qui concerne cette fois non pas les décisions ayant conduit au grand confinement, mais bien plutôt celles qui l'ont accompagné sur le plan économique et financier et la

manière dont elles contribuent au développement de la crise. Ici, les questions de stabilité financière, et de dette publique en particulier, s'inscrivent dans le contexte d'une financiarisation de l'économie héritée des dernières décennies (Lemoine, 2021 ; Theret, 2021), tandis que les inégalités socioéconomiques se répercutent sur la vulnérabilité au covid-19 des populations et se trouvent exacerbés par le choc économique du grand confinement (Abedi *et al.*, 2020 ; Bowleg, 2020 ; Patel *et al.*, 2020).

⁹ Pris ensemble, ces facteurs d'endogénéité, reconnus d'ailleurs par Robert Boyer au fil du livre, affaiblissent la thèse de l'exogénéité. Elle a cependant une vertu majeure, celle de placer l'analyse directement sur le changement structurel du fait du bouleversement de la hiérarchie des formes institutionnelles (p. 22). La prééminence prise par, d'un côté, la question sanitaire sur la question de la valorisation du capital et, d'un autre côté, la décision politique sur la souveraineté des marchés financiers, a fait exister, pour quelques mois en tout cas, un agencement institutionnel radicalement distinct de celui qui prévaut depuis des décennies.

¹⁰ Puisée dans les racines althussériennes de la théorie de la régulation (Lipietz, 1989), cette intuition structuraliste est féconde. Elle permet de soulever sans détour la question essentielle que pose le livre : « Comment reconstituer un système économique fonctionnel à partir de composantes hétérogènes déconnectées les unes des autres ? » (p. 9). Elle permet aussi d'écartier, de manière convaincante, toute possibilité de retour à la configuration antérieure (p. 46 et chapitre 9), ouvrant la voie à la seconde grande thèse du livre, celle de la diversité des capitalismes et de la compétition qu'ils se livrent.

Trois capitalismes

¹¹ Tout d'abord, Robert Boyer prend acte de la transformation de la place du secteur de la santé dans la société. Ce qui était jusque-là traité comme un coût devient un actif vital. Il voit dans ce basculement la possibilité que se forme un mode de développement anthropogénétique dont il a repéré les germes depuis longtemps (Boyer, 2002). Dans ce régime, le système éducatif, la formation professionnelle, le système de santé et la culture sont appelés à tenir les premiers rôles (chap. 5). Avec la pandémie, ce mode de développement pourrait trouver l'opportunité de s'articuler à une meilleure prise en compte des contraintes écologiques, les périodes de confinement ayant offert à certains secteurs sociaux favorisés de découvrir les vertus d'un mode de vie plus frugal.

¹² À côté de ce « *bio-capitalisme* », Robert Boyer identifie deux autres modèles, le capitalisme de plateforme, associé à l'essor des grandes entreprises du numérique, et un capitalisme étatique néodirigiste, qui s'incarne dans deux versions distinctes : le capitalisme d'État chinois et ce qu'il appelle les « populismes "démocratiques" » (chap. 6). Cette tripartition est heuristique dans la mesure où elle permet d'associer des modes de développement émergents à des orientations politiques facilement repérables. Elle est cependant insuffisante pour rendre compte des phénomènes abordés et, par certains aspects, problématique, comme je voudrais maintenant le montrer en me focalisant sur quelques points.

¹³ Premièrement, une utilisation superficielle du concept de populisme risque de contribuer à une réification antipopulaire du champ politique. Deuxièmement, l'affirmation selon laquelle le capitalisme sortirait renforcé par la crise est sujette à caution. Troisièmement, l'accent mis sur l'opposition entre différents types de capitalisme risque de conduire à minorer les évolutions partagées du capitalisme tout court et, en particulier, le processus indistinctement politique et économique associé à l'essor du numérique. Enfin, la dimension proprement globale, toujours difficile à aborder dans une perspective régulationniste, est ici encore, à mes yeux, l'un des



points de faiblesse de l'analyse.

Un risque de réification antipopulaire du champ politique

La difficulté concerne tout d'abord le capitalisme étatique qui se construirait en réaction à l'ouverture internationale qui a accompagné la mise en œuvre du projet néolibéral. Il s'agit, pour l'auteur, des réponses populistes dont Donald Trump et Boris Johnson sont des incarnations. La formulation de ce modèle pose problème, car l'auteur tombe de *Charybde en Scylla*.

¹⁴ D'un côté, il semble nier la dimension sociale de l'attrait populaire pour ce modèle, par exemple lorsqu'il écrit que l'analyse du vote sur le Brexit montre que « le rapatriement du peu de compétences auparavant déléguées à Bruxelles au profit de Londres est une question de défense de l'identité anglaise » (p. 106). Choisir de mettre l'accent sur la question de l'« identité » plutôt que sur la question économique implique en effet une lecture prioritairement par le prisme de la xénophobie, plutôt que par celui de la crise sociale et des demandes populaires. Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de nier la dimension xénophobe du vote pour le Brexit, ni la mobilisation de certains secteurs de la finance tentés par l'option d'européanisation d'un Singapour sur Tamise (Benquet & Bourgeron, 2021), mais simplement d'insister sur le fait que d'autres motifs économiques parfaitement rationnels ont aussi pu intervenir dans les motivations du vote de la population. L'issue du Brexit n'interdit pas de penser que, par ce vote, les classes populaires britanniques ont pu infléchir la structure institutionnelle en leur faveur. Ainsi, alors que les négociations sur le cadre du partenariat post-Brexit butaient sur la question des aides publiques, l'accord final donne de nouvelles latitudes à la politique industrielle (Casalicchio, 2020 ; FT reporters, 2020) et, en tout cas pour l'instant, le secteur financier britannique est désavantagé par l'accord conclu avec l'UE (Giles, Brunsden & Payne, 2020). Loin du chaos annoncé, le Brexit pourrait finalement ouvrir de nouvelles perspectives pour des politiques progressistes si un gouvernement de gauche parvenait au pouvoir en Grande-Bretagne (Elliott, 2020).

¹⁵ D'un autre côté, Boyer semble souscrire à une partition du champ idéologique qui abandonne la question sociale à la droite nationaliste (p. 164-165 et schéma 9.6) du fait de l'opposition entre un bloc identitaire-conservateur (incluant des positions en faveur de la redistribution, des services publics et un rôle actif de l'État dans l'organisation de l'économie) et un bloc internationaliste-progressiste (néolibéral et ouvert sur l'international). Une telle représentation tend à réifier une dynamique politique dans laquelle les clivages de classe passeraient au second plan. Elle tend ainsi à escamoter le caractère ouvert de la crise politique qui traverse nombre de sociétés contemporaines, ce que montre le travail de Bruno Amable et Stefano Palombarini, auxquels Boyer fait pourtant référence. De ce fait, elle ignore des fractures au sein de chacun de ces pseudos blocs et des partis qui les organisent sur les questions sociales, économiques et internationales, et l'instabilité endémique qui rend envisageable la reformation d'un bloc de droite ou d'un bloc de gauche. Enfin, cette supposée opposition frontale ne permet pas non plus de saisir comment la montée en puissance de l'écologie, de la question sanitaire ou du numérique contribuent à réagencer les demandes politiques.

¹⁶ Il y a là un paradoxe régulationniste. Alors que la théorie reconnaît une prééminence au conflit politique, certaines formulations maladroites peuvent donner à penser que celui-ci est parfois mal saisi. Par exemple, lorsque Boyer écrit que « Le coronavirus devrait apprendre aux financiers qu'une société doit composer avec diverses échelles de temps et qu'ils ne peuvent prétendre lui imposer le leur » (p. 57), il est difficile de ne pas songer que leur comportement n'a pas grand-chose à voir



avec une quelconque compréhension. Le choc de la crise et l'abondance de liquidités ont d'ailleurs offert aux grandes fortunes des opportunités d'investissement extraordinaires :

The global economy is expected to contract 4.4 per cent this year according to the IMF, the sharpest contraction in modern history—throwing millions into poverty. But the world's billionaires have grown wealthier compared with 2019, according to data compiled by UBS. The trend, observed across regions from Brazil and China to the US and Germany, is further indication the pandemic could deepen inequalities. (Jones & Romei, 2020)

La logique du conflit politique implique qu'il y a des perdants et des gagnants. Si un changement de configuration du capitalisme doit intervenir, il se fera contre les secteurs sociaux qui ont le plus bénéficié de l'hégémonie de la finance, par la formation d'un bloc politique en mesure de revenir sur les libertés conquises par le capital ces dernières décennies.

Un capitalisme renforcé par la crise du covid-19 ?

¹⁷ Au terme de son exposé, Boyer constate que le capitalisme transnational de l'information et les capitalismes étatiques sortent l'un et l'autre consolidés de la pandémie. Dans une longue interview publiée par *Le Monde* à l'occasion de la sortie du livre, le verdict est légèrement amendé, puisque Boyer y affirme désormais que, en particulier en raison de l'accélération de la transition vers le numérique, « le capitalisme n'est pas du tout en crise, il sort même considérablement renforcé par cette pandémie » (Boyer & Reverchon, 2020). Cette affirmation mérite que l'on s'y arrête.

¹⁸ Tout d'abord, il est clair que les géants du numérique ont profité des mesures de distanciation sociale pour accélérer leur emprise sur nos sociétés. Aux États-Unis, la part du commerce en ligne est ainsi passée de 11.8 % à 16,2 % du commerce de détail entre le premier et le second semestre de 2020. Dans un autre registre, la déclaration solennelle de Frédéric Duval, directeur général d'Amazon France, invité du journal de 20 heures sur TF1 du 19 novembre 2020 à propos du Black Friday, avait quelque chose d'extraordinaire. La décision du gouvernement de réouverture des commerces était, de fait, suspendue au bon vouloir du géant du commerce en ligne d'accepter de reporter cette opération commerciale qui provoque une intensification des interactions sociales périlleuse en temps de pandémie. Comme le soulignait un professionnel du secteur de la distribution : « c'est symboliquement la preuve d'un nouvel ordre mondial, montrant qu'ils ont pris le pouvoir, qu'ils peuvent obliger les distributeurs et le ministère de l'Économie à se plier à leur bon vouloir » (Prudhomme, 2020).

¹⁹ Ensuite, il est certain qu'il y a aussi une forme de retour en grâce de l'action publique. Pour ne prendre qu'un exemple, la création d'un nouveau commissariat au plan en France, aussi cosmétique soit-elle, fait largement écho au fait que l'expérience du confinement, comme du déconfinement, a remis au premier plan la fonction étatique de synchronisation des temps sociaux qui était au cœur de l'expérience de la planification indicative dans la France d'après-guerre (p. 109).

²⁰ À mon sens, Robert Boyer a tout à fait raison d'insister sur la possibilité du retour en grâce de la fonction d'organisation économique de l'État et le droit fait aux prétentions hégémoniques des plateformes numériques. Le plus significatif, dans cette évolution, est d'ailleurs la perte de centralité des marchés financiers comme instance de coordination. Il s'agit là d'un véritable basculement par rapport aux décennies précédentes. Pour autant, cette mutation, dont la consolidation éventuelle



sera l'enjeu principal de l'après-covid, signifie-t-elle un renforcement considérable du capitalisme ? Il y a de sérieuses raisons d'en douter.

21 Comme le souligne Jean-Marie Harribey dans sa propre recension de l'ouvrage de Boyer (2020), l'affirmation d'un bel avenir du capitalisme contredit le constat fait par Boyer lui-même d'une grande fatigue de ce système qui se manifeste par la stagnation des gains de productivité et une décélération manifeste de la croissance chinoise (p. 27 et 132-133). La crise financière de 2008, puis la crise du covid s'inscrivent ainsi dans un contexte de perte de dynamique. Or, les éléments de renouvellement du capitalisme identifiés par Boyer indiquent non pas des voies de rajeunissement de celui-ci, mais au contraire des voies de dégénérescence ou de dépassement. De plus, le modèle anthropogénétique qu'il appelle de ses vœux passe par une montée en puissance des activités de services et de soins aux personnes, pour lesquelles les gains de productivités possibles sont limités et ne sont, le plus souvent, pas souhaitables. Un tel mode de développement percuterait de plein fouet l'impératif de valorisation pour l'accumulation qui définit le capitalisme.

Capitalisme et numérique

22 Sur un autre plan, l'opposition entre capitalisme de plateforme et capitalisme d'État est peut-être trop prononcée. En effet, comme je le défends dans un livre récemment paru (2020), l'articulation des logiques politiques de surveillance et des logiques économiques de valorisation par le contrôle sont au cœur de ces deux modèles. Certes, les plateformes assument une puissance politique de plus en plus prégnante dans les pays sous influence états-unienne, notamment du fait que les appareils statistiques des États sont loin d'avoir bénéficié d'une révolution équivalente à celle mise en mouvement par les *big data* dans les grandes plateformes numériques (p. 100-102), tandis qu'à l'inverse le capitalisme d'État chinois semble parvenir à subsumer cette nouvelle puissance des plateformes à sa rationalité politique. Mais au-delà de cette différence, le fait massif me semble être l'indistinction croissante de l'économique et du politique à l'âge de l'économie numérique, une indistinction qui revient sur un principe de différenciation qui définit le capitalisme (Wood, 2009 ; Panitch & Gindin, 2012). Ce qui est en jeu, c'est simultanément la formation de nouvelles règles de calcul économique et une course à la concentration du contrôle politico-économique. Ce faisant, la logique du numérique nous éloigne progressivement du mécanisme d'investissement comme contrainte de survie dans un univers compétitif qui constitue le moteur de la croissance capitaliste.

23 La place prise par les algorithmes et les *big data* dans les stratégies de valorisation vient bousculer le principe d'investissement pour le profit *via la production* qui a fait la fortune du capitalisme au cours des siècles derniers. Robert Boyer frôle ce problème lorsqu'il constate que « ces entreprises font partie d'un écosystème complet qui mobilise (...) les extraordinaires capacités de captation de valeur au détriment des activités traditionnelles » (p. 100), mais il ne détaille pas les mécanismes de capture en jeu et n'en tire pas de conséquences particulières concernant la dynamique du système.

Désordres dans le marché mondial

24 Deux chapitres de l'ouvrage sont consacrés aux problèmes économiques internationaux. Fait notable, la question de la fin de l'euro est longuement examinée comme issue inévitable si un principe politique de solidarité, manifeste dans un budget européen, ne vient pas à bout de la logique néolibérale d'une intégration



strictement marchande et financière. Une telle mutation de l'UE nécessiterait une simultanéité des compromis socio-politiques dans les différents pays que Boyer considère hors d'atteinte (chap. 8). Ce pessimisme largement justifié renvoie aux contraintes structurelles qui empêchent de faire émerger un conflit politique directement au niveau européen, préalable incontournable à la formation d'institutions robustes (Durand & Keucheyan, 2015 ; Stockhammer, Durand & List, 2016). Néanmoins, il est surprenant que les effets des mutations identifiés par ailleurs (numérique, retour de l'État, demande anthropogénétique, écologie) ne soient pas projetés sur la question européenne. Car s'il existe une voie étroite de mutation de l'Union européenne en véritable État, c'est sans doute bien celle-ci : un processus conflictuel de prise en charge de nouvelles contraintes structurelles produisant un réagencement des hiérarchies institutionnelles au niveau de l'Union.

²⁵ Sur un point connexe, les mécanismes d'articulation méta-économique des différents capitalismes nationaux sont largement ignorés autrement que sous l'angle des déficiences des institutions internationales et des menaces que fait peser la résurgence de gouvernements ouvertement nationalistes. Dans quelle mesure des types distincts de capitalismes sont-ils *compossibles* dans différentes régions du monde ? Autrement dit, qu'est-ce que se font les différents capitalismes envisagés les uns par rapport aux autres ? Cette question n'est finalement pas traitée et renvoie à une faiblesse de la théorie de la régulation identifiée de longue date (Brenner & Glick, 1991 ; Fourquet, 2004), à savoir l'absence de théorisation du marché mondial, une catégorie pourtant essentielle dans la tradition marxiste.

²⁶ Le manque de prise en compte de cette dimension globale dans la formation des dynamiques macroéconomiques est manifeste lorsque Boyer écrit que les déficits publics et commerciaux états-unis sont « compensés par l'afflux de capitaux étrangers attirés par le rendement des placements dans le système financier américain » (p. 28). En effet, du point de vue des positions financières extérieures globales comme du point de vue de la balance des investissements directs étrangers, ce qui apparaît, c'est au contraire un degré moindre des rendements des capitaux étrangers investis aux États-Unis en comparaison aux rendements des investissements états-unis dans le reste du monde. Ce qui est en jeu dans ce financement extérieur des déficits états-unis, c'est plutôt la centralité du dollar, qui confère aux actifs dénominés dans cette monnaie un degré de liquidité plus élevé, et la suprématie technologique des multinationales états-unies dans le capitalisme mondial (Ali, 2015, 2016 ; Schwartz, 2019). À un autre niveau, ce qui se joue, c'est aussi la question des rapports entre les conflits de classes nationaux et les rivalités géopolitiques, question manifeste dans les rapports macroéconomiques entre inégalités et déséquilibres commerciaux (Durand, 2019 ; Bürbaumer, 2020 ; Klein & Pettis, 2020).

²⁷ À la fin de l'ouvrage, Boyer revient sur le rôle accélérateur de la pandémie sur des dynamiques transformatrices déjà en cours. Comment la persistance de la chape de plomb financière, du fait des interventions massives des banques centrales, interagit-elle avec ces tendances émergentes ? Sur quels axes politiques et géopolitiques le renversement des formes institutionnelles observé le temps de la pandémie pourrait-il prendre un caractère durable et, de ce fait, véritablement transformateur ? Dans quelle mesure et de quelle façon le capitalisme peut-il intégrer ces nouvelles contraintes politiques, anthropogénétiques et technologiques dans l'impératif d'accumulation ? *In fine*, ces questions ne sont pas véritablement dénouées dans l'opus en question. Mais grâce à l'ampleur de vue de Robert Boyer, le lecteur sort de cette fascinante plongée dans les turbulences de la conjoncture revigoré d'une solide certitude : l'histoire économique nous mord la nuque.



Bibliographie

Abedi V. et al. (2020), « Racial, economic, and health inequality and covid-19 infection in the United States », *Journal of Racial and Ethnic Health Disparities*, vol. 8, n° 3, p. 732-742.
DOI : 10.1007/s40615-020-00833-4

Ali M. (2015), « Dark matter, black holes and old-fashioned exploitation: transnational corporations and the US economy », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 40, n° 4, p. 997-1018.
DOI : 10.1093/cje/bev062

Ali M. (2016), « Global imbalances and asymmetric returns to US foreign assets: fitting the missing pieces of the US balance of payments puzzle », *International Review of Applied Economics*, vol. 30, n° 2, p. 167-187.
DOI : 10.1080/02692171.2015.1085002

Becker J. & W. Raza (1999), « Theory of regulation and political ecology: an inevitable separation? », *Ambiente & sociedade*, vol. 2, n° 5, p. 5-17.
DOI : 10.1590/S1414-753X1999000200002

Benquet M. & T. Bourgeron (2021), *La finance autoritaire. Vers la fin du néolibéralisme*, Paris, Raisons d'agir, coll. « Raisons d'agir ».

Bowleg L. (2020), « We're not all in this together: on covid-19, intersectionality, and structural inequality », *American Journal of Public Health*, vol. 110, n° 7, p. 917.
DOI : 10.2105/AJPH.2020.305766

Boyer R. (2002), *La croissance, début de siècle : de l'octet au gène*, Paris, Albin Michel, coll. « Bibliothèque Albin Michel. Économie ». URL : <http://books.google.fr/books?id=lkkgAAAACAAJ>

Boyer R. & A. Reverchon (2020), « Robert Boyer : "Le capitalisme sort considérablement renforcé par cette pandémie" », entretien avec Robert Boyer, *Le Monde.fr*, édition du 2 octobre 2020. URL : https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/02/robert-boyer-le-capitalisme-sort-considerablement-renforce-par-cette-pandemie_6054441_3232.html [consulté le 05/01/2021]

Brenner R. & M. Glick (1991), « The regulation approach: theory and history », *New Left Review*, vol. 188, July/August, p. 45-119.

Bürbaumer B. (2020), *Le Souverain et le Marché. Théories contemporaines de l'impérialisme*, Paris, éditions Amsterdam, coll. « Lignes rouges ».

Cahen-Fourot L. & C. Durand (2016), « La transformation de la relation sociale à l'énergie du fordisme au capitalisme néolibéral. Une exploration empirique et macro-économique comparée dans les pays riches (1950-2010) », *Revue de la régulation*, n° 20.

Casalicchio E. (2020), « Britain grapples with post-Brexit state aid riddle », *POLITICO*. URL: <https://www.politico.eu/article/britain-grapples-with-post-brexit-state-aid-riddle/> [accessed on 05/01/2021]

Chester L. (2010), « Determining the economic-environment relation: a regulationist approach », *International Journal of Green Economics*, vol. 4, n° 1, p. 17-42.
DOI : 10.1504/IJGE.2010.032599

Douai A. & M. Montalban (2012), « Institutions and the environment: the case for a political socio-economy of environmental conflicts », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 36, n° 5, p. 1199-1220.

DOI : 10.1093/cje/beso46

Durand C. (2019), « Against trade wars. How global imbalances are threatening peace, justice and democracy [Contre la guerre économique. Comment les déséquilibres internationaux menacent la paix, la justice et la démocratie] », *Rosa Luxemburg Stiftung*, 1st December. URL : <https://www.rosalux.eu/en/article/1530.against-trade-wars.html> [accessed on 05/01/2021]

Durand C. (2020), *Techno-féodalisme. Critique de l'économie politique du numérique*, Paris, La découverte, Zones.

Durand C. & R. Keucheyan (2015), « Financial hegemony and the unachieved European state », *Competition & Change*, vol. 19, n° 2, p. 129-144.
DOI : 10.1177/1024529415571870

Elliott L. (2020), « The left must stop mourning Brexit – and start seeing its huge potential », *The Guardian*, 31st December edition. URL: <http://www.theguardian.com/commentisfree/2020/dec/31/the-left-brexit-economic-uk> [accessed on 05/01/2021]

Eloire F. et al. (2020), « La casse de l'État social mise en lumière par la pandémie. Retour sur un lent processus de délitement. Présentation et mise en perspective d'une sélection d'articles tirés de dix années de publication de la *Revue Française de Socio-Économie* », *Revue Française de Socio-Économie*, vol. hors-série (en lutte), p. 23-58.

Everard M. et al. (2020), « The role of ecosystems in mitigation and management of Covid-19



and other zoonoses », *Environmental Science & Policy*, vol. 111, p. 7-17.
 DOI : 10.1016/j.envsci.2020.05.017

Foucart S. (2020), « Les silences de la Chine, un virus repéré dès 2013, la fausse piste du pangolin... Enquête sur les origines du SARS-CoV-2 », *Le Monde.fr*, Enquête, édition du 22 décembre 2020. URL : https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/12/22/a-l-origine-de-la-pandemie-de-covid-19-un-virus-sars-cov-2-aux-sources-toujours-enigmatiques_6064168_1650684.html [consulté le 05/01/2021]

Fourquet F. (2004), « Le rapport international est toujours dominant », *L'Année de la régulation*, 2004/2005, n° 8, p. 135-171.
 DOI : 10.3917/scpo.colle.2004.01.0135

Fraser N. (2015), « Legitimation crisis? On the political contradictions of financialized capitalism », *Critical Historical Studies*, vol. 2, n° 2, p. 157-189.
 DOI : 10.1086/683054

FT reporters (2020), « Brexit trade deal explained: the key parts of the landmark agreement », *Financial Times*, URL : <https://www.ft.com/content/bd71fda3-0a34-4b52-ae98-4769848cb628> [accessed on 05/01/2021]

Giles C., Brunsden J. & S. Payne (2020), « Boris Johnson admits Brexit deal is limited for financial services, », *Financial Times*. URL: <https://www.ft.com/content/3c07d219-b20a-4315-9f17-badb10a5279b> [accessed on 05/01/2021]

Gopinath G. (2020), « Le “Grand confinement” : pire récession économique depuis la Grande dépression », *Fonds monétaire international*, Blog, édition du 14 avril 2020. URL : <https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/04/14/blog-weo-the-great-lockdown-worst-economic-downturn-since-the-great-depression> [consulté le 05/01/2021]

Han E. et al. (2020), « Lessons learnt from easing COVID-19 restrictions: an analysis of countries and regions in Asia Pacific and Europe », *The Lancet*, vol. 396, n° 10261, p. 1525-1534.
 DOI : 10.1016/S0140-6736(20)32007-9

Harribey J.-M. (2020), « Lectures : où va le capitalisme ? », *Alternatives Économiques*, Le blog de Jean-Marie Harribey, édition du 15/11/2020 URL : <https://blogs.alternatives-economiques.fr/harribey/2020/11/15/lectures-ou-va-le-capitalisme> [consulté le 05/01/2021]

Jones S. & V. Romei (2020), « Pandemic makes world's billionaires — and their advisers — richer », *Financial Times*. URL: <https://www.ft.com/content/ab30d301-351b-4387-b212-12fed904324b> [accessed on 05/01/2021]

Klein M.C. & M. Pettis (2020), *Trade Wars are Class Wars. How rising inequality distorts the global economy and threatens international peace*, New Heaven & London, Yale University Press.

DOI : 10.2307/j.ctv10sm96m

Lemoine B. (2021), « L'ordre de la dette maintenu “whatever it takes” : après l'argent “magique”, le retour aux sacrifices ? », *Mouvement*, à paraître.

Lipietz A. (1989), « De l'althussérisme à la “théorie de la régulation” », *CEPREMAP Working Papers*, (Couverture Orange), n° 8920. URL : <http://EconPapers.repec.org/RePEc:cpm:cepmap:8920>

McMahon B.J., Morand S. & J.S. Gray (2018), « Ecosystem change and zoonoses in the Anthropocene », *Zoonoses and Public Health*, vol. 65, n° 7, p. 755-765.
 DOI : 10.1111/zph.12489

O'Connor J. (1988), « Capitalism, nature, socialism a theoretical introduction », *Capitalism Nature Socialism*, vol. 1, n° 1, p. 11-38.
 DOI : 10.1080/10455758809358356

Panitch L. & S. Gindin (2012), *The making of global capitalism: the political economy of American empire*, London & Brooklyn [NY], Verso publishing.

Patel J.A. et al. (2020), « Poverty, inequality and COVID-19: the forgotten vulnerable », *Public Health*, n° 183, p. 110-111.
 DOI : 10.1016/j.puhe.2020.05.006

Prudhomme C. (2020), « Confinement : les coulisses du renoncement d'Amazon au “Black Friday” », *Le Monde.fr*, Économie/Entreprises, édition du 20 novembre 2020. URL : https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/11/20/confinement-les-coulisses-du-renoncement-d-amazon-au-black-friday_6060439_3234.html [consulté le 05/01/2021]

Schwartz H.M. (2019), « American hegemony: intellectual property rights, dollar centrality, and infrastructural power », *Review of International Political Economy*, vol. 26, n° 3, p. 490-519.

DOI : 10.1080/09692290.2019.1597754

Shrestha N. et al. (2020), « The impact of COVID-19 on globalization », *One Health*, n° 11,



p. 100180.

DOI : 10.1016/j.onehlt.2020.100180

Stockhammer E., Durand C. & L. List (2016), « European growth models and working class restructuring. An International post-Keynesian Political Economy perspective », *Environment and Planning A: Economy and Space*, vol. 48, n° 9.

DOI : 10.1177/0308518X16646373

Tatem A.J., Hay S.I. & D.J. Rogers (2006), « Global traffic and disease vector dispersal », *Proceedings of the National Academy of Sciences*, vol. 103, n° 16, p. 6242-6247.

DOI : 10.1073/pnas.0508391103

Theret B. (2021), « Crise financière et crise sanitaire : un aller-retour ? », in Theret B. (dir.), Regards croisés sur la crise de la Covid-19, (à paraître), Paris, Livre blanc de l'université Paris Dauphine - PSL.

Wood E.M. (2009), *L'origine du capitalisme : une étude approfondie*, trad. fr. F. Tétreau, Montréal, Lux Éditeur, coll. « Humanités ». URL : <http://books.google.fr/books?id=9ApxPgAACAAJ>

Notes

¹ À ce sujet, pour le cas de la France, voir la mise en perspective publiée dans la *Revue Française de Socio-Économie* (Eloire *et al.*, 2020).

Table des illustrations

	Titre Figure 1. Contradiction écologique et contradiction politique du capitalisme à l'origine du grand confinement
	Crédits Source : Durand, 2021
	URL http://journals.openedition.org/regulation/docannexe/image/19363/img-1.png
	Fichier image/png, 72k

Pour citer cet article

Référence électronique

Cédric Durand, « Quand l'histoire économique nous mord la nuque », *Revue de la régulation* [En ligne], 30 | 1er semestre/spring 2021 | 2021, mis en ligne le 07 juillet 2021, consulté le 14 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/19363> ; DOI : 10.4000/regulation.19363

Auteur

Cédric Durand

Professeur associé à l'Université de Genève et membre du Centre d'économie de l'université Paris Nord (CEPN), 99 avenue Jean-Baptiste Clément, 93 430 Villetaneuse, CNRS/USPN ; cedric.durand@unige.ch

Articles du même auteur

La transformation de la relation sociale à l'énergie du fordisme au capitalisme néolibéral [Texte intégral]

Une exploration empirique et macro-économique comparée dans les pays riches (1950-2010)

Paru dans *Revue de la régulation*, 20 | 2e semestre/ Autumn 2016

“Finance will get less aggressive and smaller” [Texte intégral]

An interview with Robert Guttman

Paru dans *Revue de la régulation*, 20 | 2e semestre/ Autumn 2016



De la fiction financière et de son ante-validation politique [Texte intégral]

Réponse à Julien Vercueil à propos de sa recension de l'ouvrage *Le capital fictif*

Paru dans *Revue de la régulation*, 17 | 1er semestre / Spring 2015

Droits d'auteur



Revue de la régulation est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

